



ACTION CGT 34

Le journal des salariés de l'Hérault

N° 60

2^e trimestre 2024



STOP
VIOLENCES
POLICIERES

LIBERTÉ
SYNDICALE

STOP
SEXISME

STOP
ISLAMO
PHOBIE

ÉGALITÉ

Rassemblés pour faire vivre les solidarités en France et dans le monde
et conquérir des droits pour les travailleurs
Luttons contre les idées d'extrême droite, le racisme et la xénophobie

spécial

er Comité Régional
Comité Régional CGT Occitanie dossier Comité
Comité Régional CGT Occitanie dossier Comité
Comité Régional CGT Occitanie dossier Comité
Comité Régional CGT Occitanie dossier Comité

Marchons pour nos libertés

Editorial 2

Une véritable vague rouge
à déferlé sur Béziers
pour porter l'espoir ! 3

Intervention :
Yvan VIALETES 5

Intervention :
Julien Rader 8

Intervention :
Sophie BINET 10

Indispensable dans
votre bibliothèque
..... 15



Le 23 avril nous avons réussi une formidable démonstration de force unitaire.

Bravo et merci à l'ensemble des camarades qui ont assuré le travail d'organisation et de sécurisation, et à l'UL de Béziers pour l'accueil réservé à l'ensemble des délégations d'Occitanie.

La confiance que nous avons gagnée le 23 avril a permis de nourrir un 1^{er} mai de bonne tenue avec près de 4 000 manifestant-e-s sur le département malgré des conditions météo difficiles mais rien n'entame l'enthousiasme des militant-e-s.

La guerre est là... à nos portes et dans nos têtes. Elle distille son poison dans la société, elle excite les bellicistes, et enrichit les marchands d'armes. C'est dans ce contexte de guerre que l'extrême-droite se renforce en France mais aussi partout en Europe.

Le syndicalisme celui de la CGT a toujours eu pour ambition d'élever le niveau de conscience et de rendre les femmes et les hommes maîtres de leur destin sur tout ce qui conditionne leur vie et leurs moyens d'existence.

Nous connaissons une offensive réactionnaire historique, cette offensive s'attaque à l'ensemble de nos conquêtes sociales, de nos droits et de nos libertés fondamentales dont le droit de faire grève, de manifester, de revendiquer. Cette offensive s'appuie sur une bataille idéologique de tous les instants.

Restreindre le syndicalisme aux seules questions de l'entreprise sans s'occuper ni des causes ni des conséquences politiques c'est abandonner ce terrain politique au patronat et aux puissances de l'argent. Renoncer à élever le niveau des consciences, ce n'est pas notre histoire, ce n'est pas notre orientation et au fond ce n'est certainement pas ce qu'attendent de nous les salarié-e-s.

Ne plus poser les questions politiques c'est s'interdire de parler de sécurité sociale ou abandonner toute perspective d'une réforme des retraites à 60 ans, ne plus revendiquer la réduction du temps de travail à 32 heures pour travailler toutes et tous et travailler mieux.

Pour la paix la justice sociale et la fraternité, soyons à l'offensive sur le terrain revendicatif et sur le terrain des idées.

Ragazzacci Serge
secrétaire général UD 34



Une véritable vague rouge a déferlé sur Béziers pour porter l'espoir !

Le mardi 23 avril 2024, l'Union locale CGT de Béziers et l'Union Départementale CGT de l'Hérault ont organisé une manifestation POUR les libertés et CONTRE les idées d'extrême droite. Dès qu'il a été sollicité, le Comité régional CGT Occitanie, et ses 13 unions départementales, a répondu favorablement afin de donner une dimension régionale à cette manifestation (qui est même devenue nationale avec la présence de Sophie BINET, secrétaire générale de la CGT, ou encore Benoît TESTE, secrétaire nationale de la FSU).

Il n'y a pas eu une once d'hésitation pour venir soutenir les camarades, porter les notions d'espoir, de perspectives d'un avenir meilleur et, surtout, dénoncer une nouvelle fois l'imposture sociale de ces idées nauséabondes, comme nous l'avons fait dans les Pyrénées orientales, à Perpignan, le 3 juillet 2021.

Les politiques libérales, d'austérité, depuis des décennies, entraînent de plus en plus de désespoir, de précarité, de doutes sur l'avenir dans le camp des travailleurs et travailleuses, privé(e)s d'emploi, jeunes et retraité(e)s. Les idées ne sont plus très claires et la seule solution leur apparaissant de plus en plus est d'essayer l'extrême droite.

NON! C'est impossible!
C'est l'ennemi du monde du travail
et l'ami du capital!

L'extrême droite se nourrit de l'abandon des partis à lutter contre le capital. Ils prennent la place laissée libre du fait de l'affaiblissement de ces partis dits traditionnels. Et le constat qui interpelle et inquiète, c'est que partout, en France comme en Europe et dans le monde, l'extrême droite monte en puissance. En région Occitanie, le rassemblement national ou apparenté compte 16 députés, sur 49, et est à la tête de plusieurs villes, comme Perpignan, Béziers ou encore Moissac.



Ce sont bien les choix politiques favorables au capital qui font progresser la droite et l'extrême droite. C'est bien la raison pour laquelle les travailleuses et les travailleurs ont besoin que les revendications et les mobilisations sur les lieux de travail soient prolongées par les programmes et l'action de partis politiques qui défendent leurs intérêts. Et nous saurons faire la distinction dans l'attitude des partis politiques. Il y a ceux qui font preuve de compréhension, voire de soutien à nos combats syndicaux, et ceux qui les ignorent ou sont responsables de nos colères.

Les Le Pen, Bardella et Zemmour ne défendent pas les intérêts des salariés. Ils ne sont pas pour l'augmentation des salaires, ils combattent la diminution du temps de travail comme ils refusent que la retraite soit un temps libéré de l'émancipation dont chacune et chacun doit pouvoir jouir le plus tôt possible. Et puis, dans un passé très récent, la phrase « qu'il retourne en Afrique », prononcée dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale par un député RN, l'invasion du Conseil Régional Occitanie ou la fermeture du col du Portillon par les identitaires, les appels de Ménard qui croit à une immigration « choisie » pour faire les boulots que les français ne voudraient pas faire, sont autant de preuves de leur considération pour la démocratie et la justice sociale!

Dans ce contexte, la CGT a raison de réaffirmer sa vigilance et de dénoncer l'imposture sociale que porte ce ou ces partis! Des journées d'études, de formations, sont organisées dans tous les départements et cette manifestation a permis de rappeler l'importance du combat! Nous ne pouvons avoir de doute, de défaillance! Eux n'en auront pas!

Continuons

de sensibiliser, discuter, convaincre autour de nous, partout, et portons des perspectives sociales car de simples discours ne suffiront pas.

Continuons

à porter l'ambition de syndicalisation, d'organisation des salariés. Nous sommes, depuis toujours, un rempart contre l'extrême droite, le fascisme, car nous proposons aux salarié(e)s de se rassembler et de prendre en main leur destinée! Contrairement à ce que l'on veut leur faire croire, les salarié(e)s ne sont pas condamnés à subir les effets des décisions prises sans eux, voire contre eux. Organisés et unis, ils auront prise sur les événements. Nous sommes un syndicat de classe, nous devons redevenir un syndicat de masse pour, ensemble, continuer le combat.

Cette journée a été une vraie réussite,

sous un soleil radieux. 3 000 manifestants ont défilé dans les rues biterroises, à l'appel de l'intersyndicale CGT, CFDT, UNSA et Solidaires. 17 bus ont été affrétés venant de tous les départements de l'Occitanie!

Je salue les CCOO de Catalogne ainsi que les partis politiques qui ont pris leur place dans cette manifestation.

J'en termine en remerciant tous les camarades de l'UL de Béziers, en particulier Julien RADER, qui ont réservé un accueil chaleureux à tous les camarades présents, à l'UD de l'Hérault, et Serge RAGAZZACCI plus particulièrement pour sa grande implication, aux camarades ayant assuré la sécurité de la manifestation, à toutes les UD d'Occitanie qui ont rempli, avec énergie et sans relâche, les bus (ou trains), aux FD régionalement organisées qui ont joué le jeu, à tous les camarades qui sont montés dans les bus (ou trains), et, enfin, à Sophie BINET.

Vous retrouverez les interventions et de nombreuses photographies dans les pages suivantes.

« NO PASARAN! »

Lionel PASTRE,
secrétaire régional CGT Occitanie



Intervention : Yvan VIALETTES

pour le syndicat CGT de la mairie de Béziers



*Bonjour à toutes et à tous,
Chère Sophie,*

*C'est avec un immense plaisir que nous
t'accueillons à la mairie de Béziers.*

Avant toutes chose, je souhaite excuser la secrétaire générale du syndicat, Martine Souty, qui suite à une intervention chirurgicale, ne peut pas être parmi nous aujourd'hui. Elle m'a chargé de te transmettre ses plus sincères salutations et sa fierté que tu viennes rencontrer les agents de la ville.

Je profite de cette occasion, pour lui rendre un hommage appuyé, car comme tu peux t'en douter, être secrétaire d'un syndicat CGT dans une mairie dirigée par l'extrême droite, est loin d'être un long fleuve tranquille.

Martine est une femme, cadre, qui fait preuve d'un courage exemplaire car malgré les difficultés qu'elle rencontre, difficultés d'ordre personnel et professionnel, elle remplit ses fonctions avec une détermination sans faille.

J'en profite également pour saluer le travail exemplaire mené par tous les camarades, ce qui a permis de hisser le syndicat à la deuxième place, à 3 petites voix du syndicat patronal. Cette détermination, est d'autant plus exceptionnelle qu'elle se déroule dans un climat de tension et de peur qui annihile toute velléité de lutte chez un bon nombre de salariés.



Je saisi également l'occasion pour te dire combien on est ravi de ton élection à la tête de notre CGT.

Cette élection, d'une femme, jeune, issue de l'encadrement, qui plus est déterminée comme tu l'es, amène un vent de fraîcheur et revitalise notre organisation.

Nous sommes persuadés, que sous ton impulsion, la CGT ne tardera pas à redevenir la première organisation syndicale de France, ce qui ne peut qu'être bénéfique pour l'ensemble du monde du travail.

Sophie, dans ta préface de la réédition du programme du Conseil national de la résistance, « les jours heureux », tu indiques, à juste titre, qu'il est minuit moins le quart et qu'il est temps de réagir.

Malheureusement, à Béziers, la ville de naissance de Jean Moulin, depuis 2014, il est minuit passé.

Je n'aborderais pas ici, les outrances d'une communication souvent agressive, teintée de xénophobie et de misogynie, qui est infligé, à l'ensemble de la population, à longueur d'édition du journal du biterrois, qui est devenu depuis 2020, un journal d'agglomération, mais bel et bien des conséquences induites pour les salariés d'une gestion telle que nous la vivons.

En effet, comme tu le décris si bien, on peut constater que l'ultra libéralisme et cette soif de profit, se conjugue bien avec la vision politique de l'extrême droite, les rendant ainsi de véritables soldats au service des plus puissants.

A la mairie de Béziers, le maire, depuis son élection, n'a eu de cesse de démanteler un à un, les acquis sociaux des salariés. Il n'a eu de cesse, petit à petit, de procéder à son grand remplacement à lui, à savoir la disparition progressive des agents fonctionnaires. Les cadres sont remplacés par des contractuels, sur lesquels il peut exercer une pression permanente.

La même politique est conduite, concernant les agents d'exécution, les rendant ainsi corvéables et maniable à merci.

C'est ce maire, qui me répondait lors de la publication de la loi de transformation de la fonction publique, en 2019, qu'il

était pour la disparition du statut, car, disait-il, « je veux pouvoir virer les agents quand je le souhaite ».

C'est ce maire qui a applaudi des deux mains, avec un enthousiasme non dissimulé, toutes les mesures s'attaquant aux droits collectifs des salariés – réforme du code du travail, suppression du statut des cheminots, réforme de l'assurance chômage, réformes des retraites (bien que pour cette dernière, il pensait qu'elle n'allait pas assez loin à ses yeux, il aurait préféré qu'on aille jusqu'à 65, voire 67 ans...) etc.

C'est ce maire qui appelle de ses vœux, l'augmentation du temps de travail, avec l'abrogation de la loi des 35 heures.

C'est ce maire qui s'imagine que tous les problèmes de l'éducation nationale ne se régleront pas par l'amélioration des conditions d'accueil des enfants, avec des enseignants et du personnel bien formés, en nombre suffisants et bien rémunérés mais par la mise en place d'un uniforme.

A ce sujet, après une tentative d'obligation du port d'une blouse en 2014, rejetée par l'ensemble des conseils d'école, la ville de Béziers est la première du territoire national à avoir mise en place, depuis la rentrée des vacances de février, l'expérimentation du port de l'uniforme.

De la même manière, quand Edouard Philippe, alors Premier Ministre, a instauré les accords de Cahors, visant à limiter de manière drastique les budgets de fonctionnement des collectivités locales et notamment les chapitres consacrés au personnel, la ville de Béziers a été une nouvelle fois la première à signer cet accord.

Je ne vais pas citer toutes les mesures rétrogrades mise en place par cette municipalité, (cela nous mettrait en retard pour la manifestation de cet après-midi), mais force est de constater que l'ensemble des politiques menées à Béziers le sont en vue de privilégier les puissants au détriment des plus pauvres.

On l'aura compris, sa posture de « rebelle » cache en fait une soumission totale aux puissants de ce monde.



Alors oui, nous avons une responsabilité collective de démontrer l'imposture sociale que représente l'extrême droite.

La CGT au niveau local, tant par l'intermédiaire du syndicat de la mairie que de l'union locale et de l'union départementale, y contribuent quotidiennement. Nous avons l'ambition et la conviction de démontrer les méfaits de cette gestion extrémiste et de créer les conditions et les mobilisations nécessaires pour un véritable changement de politique.

Comme tu le démontres si bien, dans ta préface en faisant référence au syndrome de la grenouille dans sa marmite, les idées d'extrême droite s'infusent doucement mais sûrement dans des couches de populations qui n'ont rien à y gagner car à Béziers comme ailleurs, l'extrême droite de mène à rien, si ce n'est dans une impasse.

Alors oui, comme tu l'as si bien écrit, appuyons-nous sur l'histoire pour combattre ce fléau car et je me permets de te citer, « la clairvoyance et la volonté de quelques-uns permets de déplacer des montagnes ».

Je veux te rassurer, Sophie, à Béziers nous ne sommes pas pessimistes et nous entendons bien être des acteurs du renouveau indispensable de notre société au service du bien public.

Je te remercie pour ton écoute.





Intervention : Julien Rader, secrétaire de l'Union Locale CGT de Béziers



Bonjour à toutes et bonjour à tous,

*Au nom de l'intersyndicale de Béziers
CGT, CFDT, FSU, SOLIDAIRES, UNSA,
je tiens à vous remercier d'être venus en
nombre, battre le pavé, pour certaines
et certains de très loin afin de montrer
à la France entière que face à la montée
de l'extrême-droite, une seule solution
doit prévaloir, celle de l'unité.*

Cette unité syndicale doit être la plus large possible même si nous faisons le constat que certaines organisations manquent à l'appel.

Pourtant l'heure est grave et comme en février 1932, l'extrême-droite est aux portes du pouvoir en Europe comme en France.

C'est pourquoi nous devons agir ensemble et combattre les idées fascistes qui sont relayées tous les jours par les médias nationaux.

Ces médias nationaux à la botte des grands patrons ont déjà choisi leur camp, Bolloré en est un des exemples.

Nous le savons, cette machine médiatique est puissante, d'ailleurs le Maire de Béziers l'a très bien compris. Il a tout



loisir d'alimenter les médias d'idées haineuses puisqu'il y passe en moyenne une fois tous les trois jours.

C'est d'ailleurs le Maire de France qui passe le plus dans les médias, c'est à se demander ce qu'il fait pour gérer sa ville à part faire le buzz et de la communication.

Etrangement, ces derniers jours, nous ne l'avons pas entendu parler des Biterrois. Comme pendant la période de la lutte contre la réforme des retraites, ce dernier évite d'attirer la lumière sur lui et sur sa ville quand les citoyennes et citoyens défilent et montrent une voix différente de celle de l'ultralibéralisme et des idées véhiculées par ses amis de droite et d'extrême-droite.

Cela confirme bien qu'il est comme tous ces imposteurs d'extrême droite, juste bon à désigner des bouc-émissaires : l'étranger qui vient d'Afrique pour voler le travail aux Français et profiter des allocations.

Malheureusement pour nous, ces idées rabâchées par ces politiciens d'extrême droite ont fait leur chemin dans la tête des salariés. Ces salariés qui subissent contre-réformes sur contre-réformes et qui, de ce fait, sont devenus fatalistes.

Ces salariés qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts avec des salaires trop bas qui ne suivent pas l'inflation. Qui n'arrivent à se loger ou qui ont des loyers trop élevés. Qui n'arrivent plus à payer leurs factures énergétiques, etc. Toute cette colère et ce fatalisme, c'est le terreau qui nourrit l'extrême droite.

Notre rôle en tant qu'organisations syndicales est de dénoncer ces idées et de proposer d'autres solutions et nous en avons.

Nous voulons que les salariés retrouvent du sens dans leur travail, qu'ils puissent participer aux décisions de leur entreprise. Nous voulons qu'ils aient un salaire qui leur permette de bien vivre et non de survivre, il faut donc un meilleur partage des richesses.

Nous voulons aussi disposer d'un Service Public de qualité que ce soit dans la santé, la recherche, le transport comme dans l'éducation et les services administratifs.

Nous voulons aussi une Sécurité Sociale telle qu'elle l'était à son origine, comme elle fut construite par Ambroise

CROISAT avec une protection sociale qui couvre de la naissance à la mort avec notamment le refus de la retraite à 64 ans.

Pour ce faire, nous savons où aller chercher cet argent : il est dans la poche des actionnaires et du grand patronat, il est dans les marchés financiers qui ne produisent aucune richesse contrairement aux salariés que nous sommes.

Pour rappel, Bernard Arnaud possédait déjà une fortune qui était estimée à 73 milliards de dollars en 2019.

5 ans après, en ayant vécu la période COVID, ce dernier possède aujourd'hui 233 milliards de dollars.

Alors dénonçons les responsables des maux de notre société au lieu de désigner l'étranger qui fuit la misère et la guerre.

Expliquons aux salariés que les vrais responsables de leur misère se sont ceux qui leur volent leur force de travail.

Montrons aux salariés qu'ils se trompent en votant pour l'extrême droite, en leur expliquant simplement ce qu'ils votent à l'assemblée en France et à la Commission Européenne.

Tous ces votes vont à l'encontre des intérêts des salariés et des syndicats qui les défendent, à nous de leur faire savoir. Je ne serai pas plus long et encore une fois au nom de l'Intersyndicale Biterroise, je vous remercie à toutes et tous d'avoir fait le déplacement

Merci aussi à tous les camarades qui œuvrent et qui ont œuvré à la construction et la réussite de cette journée de lutte et comme le disent les Zétourdit.

**« A BEZIERS il n'y a pas que des fachos »
et nous le prouvons aujourd'hui.**

Merci de votre attention.



Intervention : Sophie BINET

Sécrétaire Générale de la CGT



Camarades.

La maison brûle et c'est grave.

Italie, Pays-Bas, Hongrie, Slovaquie, Suède, Russie, Argentine, Israël, Inde, etc.,...

La liste donne le tournis.

Dans de plus en plus de pays du monde, l'extrême droite arrive au pouvoir. Elle arrive toujours avec le même contexte. Une alliance avec la droite et un soutien explicite des puissants et d'une partie du capital.

L'extrême droite n'arrive donc jamais au pouvoir par hasard. C'est organisé par les puissants. C'est ce qu'organise Vincent Bolloré, en France, qui étend son emprise sur un maximum de médias et sur le monde de l'édition pour installer ses idées rances. C'est aussi ce que fait Elon Musk, aux Etats-Unis, qui a racheté Twitter et qui fait que maintenant une partie de nos réseaux sociaux serve de résonance à la fachosphère et à l'extrême droite.

Cette arrivée de l'extrême droite au pouvoir, partout dans le monde, a un impact immédiat. Son impact, c'est la multiplication des conflits guerriers dans le monde. Quel est le point commun entre Poutine et Netanyahou ? Ils sont tous les deux d'extrême droite et ils assassinent tous les deux des milliers de civils.

Je veux dire ici, à nouveau, à nos camarades ukrainiennes, ukrainiens, à nos camarades palestiniennes, palestiniens, qui sont assassinés sous les bombes, combien le syndicalisme international est solidaire et ne les laissera pas seuls.



Nous dénonçons l'armement de l'Europe, la politique d'armement de la France, les livraisons d'armes qui continuent en direction d'Israël et qui permettent à l'Etat israélien d'assassiner des civils par dizaines de milliers.

La maison brûle et, ici, en France, il est minuit moins le quart, et ici, à Béziers, il est minuit un quart. Il est minuit moins le quart et c'est la responsabilité directe de notre président de la République. Car c'est lui qui, comme jamais, a banalisé l'extrême droite en présentant le rassemblement national comme un parti républicain comme les autres.

Car c'est Emmanuel MACRON qui a banalisé les idées d'extrême droite en les reprenant dans sa loi « asile immigration » avec, pour la première fois depuis 1789 et la révolution française, la remise en cause du droit du sol.

C'est Emmanuel MACRON qui devra s'expliquer devant l'histoire face à ses responsabilités écrasantes parce que, avec sa politique d'une violence sociale sans précédent au service des puissants, il déroule le tapis rouge à l'extrême droite. Puisque, oui, il faut le dire et le redire, l'extrême droite prospère sur les cendres laissées derrière elle par les politiques néolibérales.

Alors nous sommes ici parce que nous sommes déterminés à lutter contre ce fléau. Et nous sommes ici parce que ce qui nous rassemble, c'est le fait que face à l'extrême droite, face au fascisme, il ne faut jamais, je dis bien jamais, avoir la main qui tremble. L'extrême droite, c'est comme la gangrène. Quand on ne coupe pas, quand on ne met pas une frontière claire, ça ronge l'ensemble du corps. Donc, il faut que nous soyons et que nous continuions à être toujours aussi clairs que nous le sommes dans nos organisations, dans nos luttes, pour dire que l'extrême droite n'y a pas et n'y aura jamais sa place.

Contrairement à Emmanuel MACRON, nous ne mettrons jamais l'extrême droite dos à dos avec une quelconque autre force. L'extrême droite n'est pas républicaine par ses idées, son histoire mais aussi sa différence de nature fondamentale. Si l'extrême droite arrive au pouvoir souvent par les urnes, l'extrême droite rechigne toujours à rendre le pouvoir. Et, quand elle peut le garder, elle le garde. C'est ce que fait Poutine en Russie. C'est ce qu'a essayé Trump, aux Etats-Unis,

avec une tentative de coup d'état. Il est aujourd'hui poursuivi par la cour suprême. C'est ce qu'a essayé de faire Bolsonaro au Brésil.

Rappelons-le, il n'y a, pour le monde du travail, pas de pire ennemi que l'extrême droite.

Continuons à démasquer l'imposture sociale de celle-ci.

Qui vote contre l'augmentation des salaires en France comme à Bruxelles? C'est l'extrême droite et le rassemblement national!

Qui continue à porter des orientations racistes, sexistes et homophobes? C'est l'extrême droite et le rassemblement national!

A l'image d'ailleurs de notre ami, Monsieur Ménard, qui aujourd'hui n'est pas là, dans sa ville, alors que nous sommes venus le voir. Pourquoi? Parce qu'il est au tribunal. Encore une fois, Monsieur Ménard est au tribunal. Pourquoi? Parce qu'il refuse d'appliquer la loi de la République et parce qu'il refuse de mettre en place le mariage pour tous et de permettre à toutes et tous de pouvoir se marier.

Alors il faut rappeler la vraie nature de l'extrême droite et il faut que nous continuions à aller au débat avec les électeurs et électrices de l'extrême droite et du rassemblement national, car ce ne sont pas nos ennemis. Il faut continuer à aller au débat avec eux pour comprendre et analyser les causes profondes de l'extrême droite dans le pays et pour pouvoir en tirer une leçon.





Il y a près de 22 ans, jour pour jour, le 21 avril 2002, en France, pour la première fois sous la V^e République, l'extrême droite arrivait au 2^e tour de l'élection présidentielle. C'est parce que, auparavant, dans la campagne, le candidat principal progressiste, Lionel JOSPIN, le 1^{er} ministre sortant, avait déclaré devant les ouvriers de chez « LU », qui se mobilisaient pour défendre leurs emplois, que « *l'Etat ne peut pas tout* ». Il avait peut-être, par rapport à d'autres, le mérite de l'honnêteté mais ses paroles signaient le terrible renoncement de la politique et du pouvoir face aux forces de l'argent !

Parce que ce sur quoi prospère l'extrême droite, c'est là-dessus, sur ce sentiment de désespoir. Ce sentiment qu'on a tout essayé et que, face aux forces de l'argent, la seule chose finalement qu'on n'aurait pas essayé, c'est l'extrême droite. L'extrême droite prospère sur le fait que trop souvent, quand elle est arrivée au pouvoir, la gauche a fait les mêmes politiques ou quasiment les mêmes que la droite, en renonçant à transformer la société.

Donc, si nous voulons lutter contre l'extrême droite, nous avons besoin de tirer des leçons et d'ouvrir des perspectives progressistes. Ici, c'est peut-être la ville de Robert MENARD, mais Robert MEINARD sera vite oublié par l'histoire. Ici, c'est d'abord la ville de Jean MOULIN. Ici, à Béziers, est né celui qui a fondé le Conseil National de la Résistance qui, il y a 80 ans, a adopté un programme incroyable. Ces résistants et résistantes ont eu le courage, la force, la clairvoyance, aux heures les plus sombres de l'histoire, au péril de leur vie, puisque 3 des membres du Conseil National de la Résistance, comme Jean MOULIN, en sont morts, d'écrire un programme qui s'appelle « Les jours heureux ».

Pourquoi est-ce qu'ils ont écrit ce programme ? Parce que ce qui les rassemblait, malgré leurs énormes différences, c'était la nécessité que plus jamais l'extrême droite ne revienne au pouvoir. Et, pour que l'extrême droite ne revienne plus jamais au pouvoir, il était nécessaire de dégager des perspectives progressistes, sociales et rassembleuses.

Et c'est la 1^{re} leçon qu'il faut tirer, c'est que pour empêcher l'extrême droite d'arriver au pouvoir, il faut des perspectives sociales rassembleuses !

Et puis, la 2^e leçon, c'est l'unité. Parce que OUI, le CNR rassemblait des gens très différents. D'abord, il y avait nous, les syndicalistes. Nous représentions 1/3 des membres du Conseil National de la Résistance, avec des camarades de la CFTC, aujourd'hui la CFDT, avec évidemment la CGT qui était présente et qui a été la dernière présidence du Conseil National de la Résistance avec Louis SAILLANT. Mais il y avait aussi, dans le CNR, toutes les forces politiques non collaborationnistes de gauche à droite, qui ont adopté ce programme révolutionnaire.

Pourquoi est-ce qu'ils ont réussi à le faire ? Parce qu'ils étaient unis sur la nécessité que le fascisme ne revienne pas. Mais aussi parce que les seuls qui étaient absents de ce CNR, c'était évidemment les collabos mais aussi les forces de l'argent qui s'étaient vautrées dans la collaboration.

Et donc, la conviction du Conseil National de la Résistance, c'était que, pour empêcher que le fascisme revienne, il fallait remettre les forces de l'argent à leur place, remettre les puissants à leur place et reprendre en main l'économie. C'est ça le sens fondamental du programme du Conseil National de la Résistance ! Je crois que, ici, si nous sommes rassemblés toutes et tous ensemble, à Béziers, **c'est pour dire que ce dont nous avons besoin, c'est d'un nouveau programme du Conseil National de la Résistance !**

C'est une unité aussi large que celle qu'elle allaitait à l'époque et donc là je veux passer un message. Les organisations syndicales, nous le démontrons encore aujourd'hui, nous pratiquons l'unité au quotidien. C'est ce qui a fait notre force pendant la mobilisation contre la réforme des retraites. C'est ce que nous allons continuer à faire mais il faut que cette unité s'étende au champ politique.

Souvenons-nous des paroles du poète Louis ARAGON : « *Quand le blé est sous la grêle, fou qui fait le délicat.* » Nous avons entre nous mille et un désaccords, mille et une raisons de débattre. Mais quelle est la priorité aujourd'hui quand



l'extrême droite est aux portes du pouvoir? Unissons-nous, rassemblons-nous!

A tous les travailleurs, l'unité de tous les travailleurs! Mais se rassembler, ce n'est certainement pas le faire sur le plus petit dénominateur commun. C'est à l'image de ce que nous avons fait pendant la résistance, le faire sur un horizon ambitieux avec des perspectives progressistes!

Alors, pour finir, je voulais dire que, une chose très importante, alors que l'on nous prédit l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir comme inéluctable, que ce que nous enseigne une histoire ancienne et récente, c'est que rien n'est jamais écrit d'avance.

Rien n'est jamais écrit d'avance, c'est ce que nos camarades espagnols ont démontré avec une mobilisation très forte contre le fascisme, qui ont réussi à empêcher que Vox n'arrive au pouvoir en Espagne!

Rien n'est jamais écrit d'avance, c'est ce que nos camarades brésiliens ont démontré en permettant à ce que LULA soit réélu contre l'immonde BOLSONARO!

Rien n'est jamais écrit d'avance, c'est ce que nos camarades féministes polonaises ont réussi en sortant le PiS du pouvoir pour défendre enfin les libertés et les droits des femmes.!

Rien n'est jamais écrit d'avance et nous le savons bien, nous, Françaises et Français, puisqu'en 1934, alors que Hitler venait d'arriver au pouvoir en Allemagne et que les ligues d'extrême droite étaient en train d'organiser un coup d'état, parce que nous nous sommes rassemblés au plan syndical, parce que nous avons multiplié les luttes, parce que la gauche s'est rassemblée, nous avons gagné, nous, le front populaire!

Alors, chers camarades, pour celles et ceux qui doutent, pour celles et ceux qui, peut-être, se disent que l'on a tout essayé et que l'extrême droite serait la seule solution, nous nous sommes rassemblés, ici, pour dire c'est qu'**il y a bien une solution pour changer son quotidien, c'est de se syndiquer**, de s'organiser pour pouvoir reprendre sa vie et son travail en main. Se syndiquer et s'organiser, ça change la donne! C'est ce que nos camarades d'ONET ont démontré, à Montpellier, avec une lutte de plusieurs jours de grève jusqu'à la victoire. Bravo les camarades!

Se syndiquer et s'organiser, ça change la donne! C'est ce que nos camarades de NICOLIN, chargés du nettoyage des ordures, ont démontré avec une lutte qui a permis d'arracher des augmentations de salaire.

Se syndiquer, ça change la donne! C'est ce que nos camarades de VECTALIA, celles et ceux qui conduisent les bus, ici, à Béziers, viennent de démontrer de façon flamboyante. Chez ce patron voyou qui, très bizarrement, a en gestion les bus de Perpignan et de Béziers, cherchez le point commun, qui a multiplié les manœuvres de discriminations syndicales avec un délégué syndical qui a eu plus de 10 opérations disciplinaires contre lui, et bien, chez ce patron voyou, la CGT vient de sortir majoritaire par les urnes! Et les salariés relèvent la tête et ont montré qu'ils ne se laisseront plus faire, que le management discriminatoire, c'est fini, que le harcèlement, c'est fini! Et que c'était elles et eux qui décidaient!

Alors, oui, nos vies, c'est nous qui les prenons en main, il n'y a pas de sauveur suprême! Nous n'attendons pas que les choses viennent d'en haut, nous nous organisons, nous prenons les choses en main et nous empêcherons la catastrophe d'advenir par notre force!

Alors je dirai juste un mot, camarades, pour conclure: « NO PASARAN! »





Indispensable dans votre bibliothèque



La Vie Ouvrière #09 - Printemps 2024
« Extrême droite NON ! »

Les jours heureux, programme du Conseil National de la Résistance

Il y a quatre-vingts ans, dans une France vaincue par l'Allemagne nazie, le CNR inventait une société nouvelle. Au péril de leur vie, les chefs des réseaux, les délégués des principaux partis politiques, de droite comme de gauche, ainsi que les représentants des deux grandes confédérations syndicales de l'époque – la CGT et la CFTC – ont travaillé main dans la main à l'élaboration d'un programme révolutionnaire: « Les Jours heureux ». En son cœur, solidarité et mise en commun des richesses. Adopté en partie à la Libération, cet héritage est aujourd'hui en péril. D'où cette relecture personnelle et engagée de Sophie Binet, actuelle secrétaire générale de la CGT. Un livre de combat, de rassemblement et d'espoir.

Programme du
Conseil national de la Résistance

Les Jours heureux

précédé de

Il est minuit moins le quart

par Sophie Binet

Grasset

Débat Public sur le prêt ferroviaire

Mercredi 19 juin 2024

6 boulevard vieussens à Montpellier

2 tables rondes pour construire l'avenir

En présence de Thierry Nier Secrétaire Général de la Fédération des Cheminots

Didier Le reste CNR

Et de nombreuses personnalités politiques.



Uniques, ensemble.

Ensemble, nous nous mobilisons pour une évolution positive de la société. Une transformation inclusive vers un monde qui ne laisse personne sur le bord du chemin. Un monde où tout le monde a sa place.

Et ce, quels que soient son identité, son parcours, ses aspirations.

Nous sommes tous différents, et nos différences nous réunissent.

Mieux, elles nous réussissent.

SANTÉ | PREVOYANCE | EPARGNE & SERVICES FINANCIERS | RETRAITE



APICIL Transverse Association de moyens du Groupe APICIL régie par la loi du 1er juillet 1901, n° SIREN 417 591 971 - siège social: 38 rue François Peissel 69300 Caluire-et-Cuire **GRESHAM** Banque SA à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 8 997 634 €, RCS Paris 341 911 576, N°14.120, siège social : 20 rue de la Baume - CS 10020 - 75383 Paris Cedex 08. Établissement de Crédit 14.120 soumis au contrôle de l'ACPR, 4 place de Budapest - CS 92459 75436 Paris Cedex 09 **APICIL Asset Management** SA au capital de 8 058 100 € - RCS Paris 343 104 949 - SGP - Agrément AMF n° GP 98038 Siège social 20 rue de la Baume - CS 10020 - 75383 Paris CEDEX 08
Photo : Shutterstock - IN21/FCR0015 - communication publicitaire à caractère non contractuel

Action CGT 34
Trimestriel édité par
l'Union Départementale CGT
de l'Hérault

CPPAP : 0424 S 08289
UD CGT 34

Maison des syndicats
474 Allée Henry II de Montmorency
34000 Montpellier

Tél : 04 67 15 91 67 • Fax : 04 67 15 63 92

Mail : ud34@cgt.fr

L'actu CGT 34 sur le net, c'est :
<https://herault.cgt.fr/>

L'info, c'est aussi :
facebook.com/udcgt.herault/

Directeur de publication :
Emmanuel Karmazyn

Diffusion gratuite

Impression



LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

P4

UD CGT 34 Maison des syndicats 474 Allée Henry II de Montmorency 34000 Montpellier 04 67 15 91 67

CGT
ACTION CGT 34